

Ici Schizo-Canada

La convergence au temps des lock-out

Yves Rousseau

Numéro 111, été 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/24621ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (imprimé)

1923-5097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rousseau, Y. (2002). *Ici Schizo-Canada* : la convergence au temps des lock-out. *24 images*, (111), 28–29.

ICI SCHIZO-CANADA

LA CONVERGENCE AU TEMPS DES LOCK-OUT

PAR YVES ROUSSEAU

Je suis un infomane avec un «e», non pas que j'ose me prendre pour Jean-René Dufort, mais que je reste, malgré toutes les critiques que j'aie pu en faire, un *addict* du *Téléjournal* de la SRC. J'ai bien essayé les autres, mais c'est juste encore pire, de la mauvaise drogue.

Infomane au sens étymologique, avec un «mane» comme dans opiomane, cocaïnomanie ou télémane. Comme quoi, sans cette dépendance, je ne pourrais pas écrire sur la télé dans une revue comme *24 images*, vu la maigreur des cachets. Dans le petit monde de la télé, la SRC a sa place, d'autant plus qu'une part de mes impôts y contribue. Je tiens donc à la SRC et à ses nouvelles, malgré les pubs, les errements de Stéphan Bureau, sa tendance à devenir une courroie de trans-

mission de la voix de son maître, le virage vers l'info de plus en plus sensationnaliste et la confusion des genres qui s'est installée là depuis longtemps, dont l'émission symptôme est, justement, *Infoman*.

pensée claire, qui connaît ses dossiers. Mais la chose est davantage une conséquence des talents de cet animateur-réalisateur que des calculs de la THD (très haute direction) de la SRC. Bref, *Infoman*, vilipendée par la Fédération des journalistes dits sérieux, représente la synthèse des deux tendances contradictoires qui semblent cohabiter dans la tête des huiles de la SRC qui veut faire plaisir à tout le monde et à sa mère, sauf à ses employés, de *La fureur* à *Jamais sans mon livre* en passant par les Grands Prix de Formule 1. Une politique de télé privée généraliste greffée sur une société publique, à l'image de la politique multiculturelle fédérale, où l'on peut être à la fois canadien, québécois, trimballer une arme dans les écoles et être bon contribuable, ce qui a eu pour conséquence une baisse généralisée de l'audience dans les 15 dernières années. Quand je regarde Radio-Canada, je veux, comme tout téléspectateur, savoir à quoi m'en tenir.

ger de poste au quart de seconde; 3. il représente cette chair à convergence, réclamée à grands cris par le gratin du capitalisme mondial des communications, pour qui les réseaux publics constituent une concurrence jugée déloyale.

Les gestionnaires responsables

Nous n'en sommes pas à un paradoxe près dans le conflit qui oppose (en apparence) la direction de la SRC et les employés membres du syndicat des communications. Je parle d'apparences parce que tous ces acteurs (syndicats et patrons) me semblent être des marionnettes d'un jeu qui les dépasse. Jeu que nous cautionnons tous à coups de zappede, de cartes de crédit et de grands principes confondus. Les parties en cause dans le conflit sont les jouets de forces qui signent leur chèque de paye, ou qui les divertissent, afin de leur rendre le monde plus acceptable. Le pain et les jeux restent la forme de contrôle social la plus efficace depuis 2000 ans.

C'est pourquoi les patrons du réseau français ne font que démontrer qu'ils ne connaissent pas le contexte dans lequel ils évoluent lorsqu'ils publient une lettre ouverte qui tente pathétiquement de faire croire que le lock-out à la SRC n'est pas un conflit de société¹.

Ah bon! Comme si les droits fondamentaux et la discrimination basée sur le sexe, ou la langue, n'étaient pas une affaire de société. Mais faut-il s'étonner de cette réaction attentiste d'Ottawa qui, d'un côté vote de belles lois sur

Certitudes

Le téléspectateur de l'an 2000 possède trois caractéristiques essentielles:

1. il sait ce qu'il veut voir (et, surtout, ce dont il ne veut rien savoir);
2. il a le choix entre des dizaines de chaînes, et ce choix ne cesse de croître. Si une source est coupée, des tas d'autres propositions affluent. Il suffit donc de passer ailleurs. Le téléspectateur moyen est l'être le plus volatil, le plus ingrat que l'on puisse imaginer, le pire étant qu'il pense avoir le contrôle parce qu'il peut chan-



Une autre perdante, c'est toute la section des sports de la SRC, qui constate avec effroi que la dramaturgie du hockey à la télé se passe fort bien de commentaires — les dernières séries éliminatoires en font foi.

C'est une émission que je trouve excellente dans son genre hybride, pour ne pas dire bâtarde, impertinente, intelligente et divertissante, avec un animateur à la

On aura beau mettre en branle toutes les commissions parlementaires, qui produiront à grands frais tous les rapports, ensuite entassés sur une tablette, bien exposés à la poussière, cela donnera au mieux une bonne branlette démocratique, au pire ce que nous vivons actuellement: une alliance tacite des grands pouvoirs politiques, économiques et médiatiques face à une population bernée.

l'équité salariale et de l'autre, dépense des dizaines de millions pour son service du contentieux afin que ces lois ne soient pas appliquées à ses employés. Québec est tout à fait en phase avec Ottawa sauf sur ce point de détail capital: Ottawa nage dans les surplus budgétaires. Si, là-haut, sur la colline parlementaire, il n'y avait que l'ombre d'une volonté politique de démontrer concrètement que le Gouvernement du «plusse meilleur pays au monde» veut, non seulement soutenir son service public mais faire appliquer ses propres lois sur l'équité, les budgets de la SRC seraient bonifiés au rythme des surplus. Mais les «gestionnaires responsables» de la SRC vivent encore au temps de la lutte au déficit, et veulent prouver à leurs patrons qu'ils peuvent toujours faire plus avec moins. En ce sens, la notion de service public n'est pas, de leur point de vue, un argument valable pour engager des négociations qui visent à corriger les injustices que l'on sait: la précarité permanente, l'écart salarial hommes-femmes et ce même écart entre francophones et anglophones. Depuis plus de 10 ans, les patrons successifs de la SRC gèrent la décroissance sans états d'âme (sauf ceux qui ont démissionné), ce qui va, curieusement, de pair avec l'effondrement des cotes d'écoute. Je trouve OK qu'on ait envie de se défoncer pour un travail, un idéal et même que je le ferais aussi pour un boss, encore faudrait-il que le boss en vaille la peine.

Alors que les médias sont une des assises du pouvoir en place, on a laissé pourrir le conflit. En ce temps de l'après 11 septembre, laisserait-on traîner une grève à la GRC? Deux poids, deux mesures? Sauf qu'il n'y a pas d'alternative à la GRC. En ce sens, cette logique n'est pas différente de celle du privé. Et si on voulait pousser une part de marché de plus à regarder

TQS ou TVA pour s'informer, on ne procéderait pas autrement. Prenons l'exemple de Citizen Karl, qui congédie à tour de bras dans sa branche Internet et règle tout de suite avec sa vache à lait, le *Journal de Montréal*, car il ne peut se passer des revenus générés par sa publication phare, même si ses journalistes sont déjà les mieux payés de la presse quotidienne au Québec. Le pouvoir des employés se mesure à ce qu'ils rapportent. Dans cette logique, il n'est pas surprenant que les patrons de la SRC aient laissé traîner les choses. Chaque jour de lock-out qui passe se traduit pour eux par des dépenses en moins. Voilà un bilan positif, du point de vue d'un gestionnaire de choc (qui est là pour le *downsizing*). Bref, le genre de patron pour lequel il ne vaut pas la peine qu'on se défonce, à moins qu'on ait des ambitions personnelles... Et vive les grands fauves!

Qui perd?

Les artisans de la SRC, de la plus obscure chercheuse jusqu'à Stéphan Bureau.

Puis toute une culture relativement *mainstream*, qui ne fait pas partie des plans de divertissement de Citizen Karl, ou qui ne bénéficie pas d'une machine publicitaire à la Céline Dion. Les livres ne se vendent plus, les théâtres se vident, les films non hollywoodiens font encore moins de recettes que d'habitude. Les temps sont durs pour ceux qui trouvaient à Radio-Canada (surtout à la radio qui, il faut le dire, est beaucoup plus proche de l'idée de service public que je me fais que sa télévision) une tribune pour parler de leurs créations. La télé dans son ensemble est une grande machine promotionnelle, soit. Avant le lock-out, je pouvais me tourner

vers quelques chaînes qui font la promotion de certains de mes choix culturels. Tout à coup, j'en ai une de moins.

Une autre perdante, c'est toute la section des sports de la SRC, qui constate avec effroi que la dramaturgie du hockey à la télé se passe fort bien de commentaires — les dernières séries éliminatoires en font foi. Cela parce que les sports sont extraordinairement visuels et que l'abolition des commentaires pendant l'action ne fait que mettre en relief la beauté de la *game*, quand elle arrive à se faufiler par le jeu des regards, le bruit des mises en échec, des lancers, de la foule. Je n'ai senti à ce point la réalité du hockey dans mon salon que depuis qu'il n'y a plus de commentateurs.

Sont aussi perdants l'ensemble des contribuables, davantage ceux qui écoutent la SRC parce que c'est leur choix, tous les autres parce que, dans leur déclaration de revenus, une partie de l'impôt qu'ils paient va à la SRC; puis toute la communauté francophone de cet immense pays, pour qui Radio-Canada est souvent le seul accès à des médias de classe internationale en français. Finalement, c'est aussi la notion de service public, rendue aussi dérisoire que la Déclaration des droits de l'homme lorsque les intérêts économiques sont en jeu, qui perd des plumes.

Qui gagne?

La convergence, la concentration des médias, qui appauvrit les contenus et des millions de petits actionnaires, congédie des milliers d'employés et ne se traduit même pas par une baisse des prix durable pour le consommateur.

Quand on sait que la fille de Jean Chrétien convole en justes

noces avec le fils de Desmarais (Power Corporation et sa dépendance Gesca), doit-on trouver totalement utopique le texte² de dizaines d'intellectuels canadiens réclamant une enquête fédérale sur la concentration des médias? Demander au Gouvernement d'enquêter sur la belle-famille du premier ministre? Il me semble que cette union de deux innocents tourtereaux, bénie par l'Église et le Marché, est en soi une déclaration de principes, que dis-je, une apologie de la convergence de la part des autorités politiques.

On aura beau mettre en branle toutes les commissions parlementaires, qui produiront à grands frais tous les rapports, ensuite entassés sur une tablette, bien exposés à la poussière, cela donnera au mieux une bonne branlette démocratique, au pire ce que nous vivons actuellement: une alliance tacite des grands pouvoirs politiques, économiques et médiatiques face à une population bernée. À moins que les citoyens ne se mettent à hurler en masse leur désapprobation, ce qui n'est pas le cas. Au delà des individus, ce sont certains grands principes qui sont battus en brèche, comme la diversité de l'information et toutes ces balivernes qu'on a l'habitude d'ignorer parce que ce n'est, dans le monde que nous nous sommes construit, que de la chair à colloque de vertueux, dont les conclusions rejoindront celles des rapports de circonstance commandés par les Gouvernements cités plus haut, qui couchent avec vous savez qui. *Et ceux-là, on ne peut pas les zapper.* ■

1. *La Presse*, mercredi 1^{er} mai 2002.
2. *Le Devoir*, vendredi 19 avril 2002.